

Déclaration finale

Vers le développement des stratégies syndicales de lutte contre le racisme, la xénophobie et la discrimination

Les représentants et représentantes des organisations syndicales dans le 1er séminaire de la CSI qui a eu lieu à Genève du 4 au 7 décembre 2007 et dont le thème central était "Vers le développement des stratégies syndicales de lutte contre le racisme, la xénophobie et la discrimination" :

Constatent :

- Qu'à travers le monde, des millions de travailleurs et de travailleuses sont victimes de discrimination fondée sur la couleur, les différences culturelles, religieuses, l'origine ethnique ou nationale et sont dès lors en proie au racisme, à la xénophobie, à l'intolérance et aux conflits ethniques et religieux et ce tant dans le monde du travail que dans la société en général. Et ce, alors qu'une grande majorité des gouvernements ont ratifié les Conventions 100 et 111 de l'OIT, ce qui reflète une condamnation universelle de la discrimination dans l'emploi et au même moment une preuve qu'une volonté politique existe d'éliminer tout type de discriminations.
- Que malgré les percées législatives que nous avons effectuées sur les questions d'équité, l'égalité réelle nous échappe toujours dans nos lieux de travail et ailleurs.
- Que la mondialisation économique tend à accentuer le chômage et la pauvreté contribuant à la polarisation et à la marginalisation au sein des sociétés.
- Que les événements mondiaux, tels que le 11 septembre et les conflits qui se déroulent au Moyen-Orient, servent de justification à la mise en place des législations antiterroristes, de sécurité renforcée, des politiques d'asile et de migration de plus en plus sévères (qui suscitent des sentiments, largement répandus, d'insécurité), encouragent le développement de la phobie anti-islamique, aboutissent au non respect de l'Etat de droit et des droits humains et entretiennent le racisme et la xénophobie qui divisent la classe travailleuse en détruisant toute solidarité.
- Les tendances discriminatoires se reflètent aussi à travers la construction des murs tels ceux de la Cisjordanie et du nord des Amériques.
- Que l'échec le plus grand de la mondialisation de l'économie telle que nous la connaissons est son incapacité de créer suffisamment d'emploi là où les gens vivent. Que du contraire, le taux de chômage grimpe et les inégalités économiques mettent des millions de personnes devant le douloureux choix de migrer à la recherche d'un travail décent qui leur permette de vivre dignement.

- Que ce type de discrimination est devenu un phénomène insidieux et changeant, difficile de quantifier et de combattre. Etant donné l'interdit moral et juridique par rapport à la discrimination fondée sur la race, la couleur ou l'origine ethnique, la discrimination emprunte des voies sous-terraines, inavouées et difficiles à détecter. Les vieux comportements racistes basés sur une hiérarchisation des groupes humains en fonction de différences biologiques ont été remplacés dans beaucoup de cas par un racisme à caractère « culturel ».
- Que ce racisme culturel mène à des formes plus subtiles de discrimination, à un racisme diffus, puisqu'il est alimenté par l'idée selon laquelle les différences culturelles de certains groupes sont inadaptées à l'environnement culturel dominant.
- Que suite à l'impuissance de la sphère politique à répondre aux aspirations des plus démunis et à l'absence du mouvement syndical sur ce terrain, on assiste à un racisme institutionnalisé qui se concrétise par l'avancée importante des partis d'extrême droite dans les assemblées législatives de nombreux pays.

Affirmation :

- Que les tensions existantes dans le monde et dans nos sociétés n'ont rien à voir avec une probable incompatibilité entre les cultures mais bien avec la pauvreté, le chômage, l'injustice et l'absence de liberté.
- Que le racisme et la xénophobie constituent une menace grave, non seulement pour la stabilité de la société mais également pour la paix et la bonne marche de l'économie et que face au racisme et aux pratiques discriminatoires, seule une politique d'ensemble, dynamique et courageuse est efficace (dans le domaine de l'emploi, de l'éducation, des conditions de vie, des services publics, etc.).
- Que les syndicats par principe s'opposent au racisme et la xénophobie et que la raison même de leur existence est de défendre et de promouvoir les droits de tous et toutes, indépendamment de la couleur de peau ou appartenance ethnique ou religieuse, et de mettre fin à l'exploitation.
- Que les syndicats, en tant qu'acteurs de transformation sociale doivent assumer pleinement leur mission de défense et de protection des droits de ceux qui sont affectés par le racisme et la xénophobie directe ou indirecte et doivent adopter une approche spécifique, claire, directe et décidée dans la lutte contre le racisme et la xénophobie.
- Que les principes de liberté, de solidarité, de justice et de cohésion sociale sont la base de ce combat que nous devons mener contre le racisme et les discriminations qui touchent des millions de travailleurs et travailleuses dans les domaines de l'emploi, du logement, de l'éducation, de la formation, etc.
- Que la question de la migration nous met face à des thèmes complexes et face à des décisions difficiles auxquels nous devons répondre sous peine de laisser le terrain ouvert aux thèses racistes et xénophobes qui n'hésiteraient pas à profiter

des préoccupations des travailleurs et travailleuses qui sont en lien avec la précarité de l'emploi, les salaires, l'accès aux services publics, etc.

- Que le racisme est une façon pour les employeurs de s'en prendre à la solidarité, essence de l'action syndicale, et donc de l'affaiblir.
- Qu'à travers le plan d'action adopté, les syndicats du monde voulons construire un monde dépourvu de discriminations, un monde où la diversité est considérée comme une richesse, comme une force et comme un pari positif plutôt qu'une menace négative.
- Qu'à travers l'immense travail de sensibilisation et de démontage des mécanismes à la base du racisme que nous devons déployer, il est de notre responsabilité de faire remarquer le fait que la présence de personnes de cultures différentes au sein d'une même société est très positive et une source de richesse.

Insiste :

- Qu'il soit mis en place des politiques inclusives des membres provenant des minorités ethniques.
- Que la CSI joue le rôle de coordination, d'échange de diffusion de l'information et des bonnes pratiques en la matière.
- Que la CSI mette en place une campagne pour mobiliser le plus grand nombre d'organisations affiliées dans le monde afin que dans leurs pays et dans leurs activités quotidiennes, on donne priorité aux questions liées aux discriminations pour raisons de race ou d'appartenance ethnique.
- Que la CSI facilite les collaborations avec les organismes internationaux pertinents tels l'OIT, l'UNESCO, l'ONU, les ONGs, etc.

S'engagent :

- En tant qu'acteurs de transformation sociale, à jouer un rôle majeur dans la défense et la protection des droits de ceux et celles qui sont affecté(e)s par le racisme et la xénophobie directe ou indirecte et à adopter une approche spécifique, claire, directe et décidée dans la lutte contre le racisme et la xénophobie.
- A mettre en œuvre un large programme de sensibilisation des dirigeant(e)s syndicaux ainsi que de ses cadres afin de se préparer à AGIR dans le combat contre la discrimination raciale et la xénophobie.
- A promouvoir activement un programme syndical d'envergure de lutte contre le racisme et la xénophobie impliquant l'ensemble de ses affiliés, tant interprofessionnels que sectoriels, depuis le niveau de l'entreprise jusqu'au niveau européen en passant par le niveau local et national.

- A privilégier une approche basée sur les droits et sur le principe d'égalité de traitement, non seulement parce que c'est juste, mais aussi parce que c'est un moyen stratégique pour s'opposer à la concurrence entre les différents groupes des travailleurs et travailleuses et pour combattre l'exploitation des groupes les plus faibles par les employeurs.
- A préserver la solidarité entre tous les travailleurs et travailleuses, qui est l'essence même de l'action syndicale.
- A intensifier les efforts pour prévenir la discrimination raciale et lutter contre elle en utilisant tous les outils à notre disposition et particulièrement les Conventions Internationales.
- Organiser et mobiliser les membres affiliés (travailleurs/travailleuses et dirigeant(e)s) pour agir et pour obliger les employeurs à rendre nos lieux de travail des zones libres de racisme.
- Négocier l'intégration des clauses dans les Conventions collectives destinées à mettre fin à toute discrimination et à garantir l'égalité d'opportunités des travailleurs et travailleuses de couleur, migrantes, appartenant aux populations indigènes et minorités ethniques dans les domaines de l'accès à la formation, (inclus les langues), la mise en œuvre des politiques d'action positive, la reconnaissance des spécificités religieuses et culturelles, approche multi et interculturelle des formations du personnel, etc.).
- A se doter d'un mécanisme qui veille à la concrétisation et mise en œuvre du plan d'action adopté lors de ce séminaire, au suivi et à l'évaluation aux niveaux national, régional et international.
- A renforcer les échanges d'expériences et d'informations à travers le développement d'un réseau.
- A réviser et évaluer la mise en application au niveau national des engagements pris dans la Conférence de Durban de l'ONU en 2001.

**Ensemble puisons notre force dans la diversité et mobilisons-nous
contre le racisme !**